

15 propositions pour un tourisme au service des Hommes et des Territoires





Acteurs du tourisme et des vacances, mais également de l'Économie Sociale et Solidaire, nous portons de longue date l'ambition d'un tourisme respectueux des Hommes et des territoires. Ancrage territorial fort, promotion d'activités locales et authentiques, sens de l'accueil, valorisation et transmission des savoir-faire locaux... les villages vacances, les colonies de vacances, les auberges de jeunesse que nous représentons, cultivent leurs différences.

Cela se traduit notamment par une vision forte d'un développement durable du tourisme à long terme, des projets particulièrement ancrés dans les territoires, mais également par des séjours en France, ainsi que par une « polyactivité » des sites d'hébergements touristiques, en accueillant différents types de publics tout au long de l'année : familles pendant les vacances, seniors et classes de découvertes hors saison, séminaires, etc. En effet, nous avons la conviction que c'est en cherchant à allonger la durée d'ouverture des établissements que nous créons plus de valeurs au cœur des territoires, notamment avec des emplois de qualité.

Parmi les principaux enjeux des prochaines élections, il faut une nouvelle fois rappeler celui du (non) départ en vacances : avant la crise actuelle, un Français sur trois ne partait pas régulièrement en vacances, dont plusieurs millions d'enfants. Pour y remédier, nous revendiquons notamment le renforcement des départs en classes de découvertes et en colonies de vacances par un soutien politique fort, par des aides aux départs et aux transports, et la simplification des procédures. Avec comme ambition un départ en séjour pour chaque enfant au moins une fois dans son enfance. En effet, l'égal accès aux vacances, à la culture, aux loisirs et au sport participe à la construction de la citoyenneté. C'est donc un enjeu de société majeur.

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) devra également être renforcée comme acteur incontournable du départ en vacances des Français, au travers de ses actions sociales notamment. Pour mener à bien cette mission, tout en restant ouverts à tous les publics, les acteurs du tourisme social et associatif attendent donc une reconnaissance et un soutien politique, mais également des moyens financiers renouvelés, pour leur permettre de développer et moderniser leurs établissements dans le cadre notamment de la transition écologique.

C'est un véritable défi collectif et d'intérêt général que de pouvoir continuer à proposer des vacances aux tarifs accessibles au plus grand nombre dans des sites rénovés et exemplaires tant d'un point de vue environnemental, que social pour les salariés.

Michelle Demessine,
Présidente de l'UNAT
Ancienne ministre du Tourisme

Garantir le départ en vacances à tous les âges et dans toutes les situations de la vie

Le droit aux vacances doit pouvoir s'exercer à tout âge et dans toutes les situations de la vie. Mais l'accent doit notamment être mis sur la jeunesse, car ne pas partir dans le temps de l'enfance réduit les chances de partir plus tard, en famille. Par ailleurs, la question des départs ne peut pas être déliée de celle du pouvoir d'achat des familles, notamment pour les classes moyennes et populaires.

1 Généraliser les dispositifs régionaux « Premiers Départs », développer les passerelles entre les différents séjours éducatifs (colonies de vacances, classe de découverte, mini-camps, séjours linguistiques) en facilitant leur organisation

Faire du départ des enfants et des jeunes une priorité

2 Permettre le départ de chaque jeune au moins une fois en séjours collectifs en mettant en place un « Pass Colo » et au travers d'un abattement fiscal sur les frais de colos en fonction des revenus

3 Remobiliser l'État, les collectivités et les partenaires sociaux afin de mieux former les professionnels, travailleurs sociaux et élus, et de mieux informer sur les droits. Identifier les publics ayant le plus besoin d'un dispositif d'aides aux vacances, financier ou en accompagnement, pour déclencher le départ. Communiquer plus fortement sur les vacances et les aides existantes en direction des familles les plus modestes, des personnes en situation de handicap, de dépendance ou en perte d'autonomie

Communiquer et former pour rendre le droit aux vacances effectif

4 Encourager une plus grande harmonisation des politiques des caisses d'allocations familiales

5 Développer le Chèque-Vacances en élargissant le périmètre des publics auxquels il s'adresse en améliorant sa diffusion aux salariés des PME-TPE et en accroissant les montants alloués à la politique sociale de l'ANCV

Doter les salariés et les familles d'outils et de moyens pour partir en vacances

6 Sanctuariser juridiquement les dispositifs des CE et CESE et les soutenir par l'instauration d'un taux minimal de la masse salariale dédié aux activités sociales et culturelles

7 Amplifier le programme Séniors en Vacances porté par l'ANCV, et élargir les financeurs en y associant les groupes mutualistes et les caisses de retraite. En lien avec les débats sur la prise en charge de la dépendance, soutenir le dispositif à destination des aidants et développer les espaces de répit

8 Mobiliser les financements publics et privés pour réduire le coût restant à charge pour les séjours de vacances adaptées organisées et inclusives à destination des personnes en situation de handicap

Des vacances, vraiment pour toutes et tous !

«L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté.»

Article 140 de la loi 98-657 du 29 juillet 1998



1 Français sur 3 ne part pas en vacances

3 millions
d'enfants ne partent pas en vacances

65% des Français ont déjà renoncé à leurs vacances pour des raisons financières

Développer un tourisme durable accessible au plus grand nombre

L'ancrage local des acteurs du Tourisme de l'Économie Sociale et Solidaire est une force qu'il convient de soutenir et de renforcer dans une visée tant environnementale que sociale, et pour participer au développement des territoires au travers notamment de l'emploi. Ce soutien à l'investissement et au développement trouve un écho particulier après la crise sanitaire qui a particulièrement fragilisé les structures.

Soutenir l'investissement et la rénovation du patrimoine dans un objectif de durabilité et de prise en compte de l'impact social

9 Mettre en place un « parcours simplifié de l'investissement » avec un soutien prioritaire à la transition écologique des établissements (rénovation énergétique, soutien à la labellisation...) articulé entre un dispositif ingénierie en amont porté par Atout France et les solutions développées en aval par la Caisse des Dépôts et BPI

10 Relancer les subventions pour les secteurs d'« intérêt général » ou avec utilité sociale et locale importante : accueil de familles avec une tarification sociale accessible, accueil de groupes scolaires entre les périodes de vacances, développement de produits « tout inclus » qui permettent de coupler l'offre du territoire à celle de l'hébergement...

Chiffres Clés

1669
établissements

12 300
équivalents temps plein

1,2 milliard
chiffre d'affaires

54 millions
d'euros d'investissement

21,7 millions
de nuitées

6 millions
de vacanciers

240 000
lits

Assurer des capacités de développement et d'investissement après la crise sanitaire

11 Allonger la durée de remboursement des Prêts Garantis par l'Etat jusqu'à 10 ans pour conserver une capacité d'investissement et inciter les banques à financer le secteur du tourisme et des loisirs

12 Mieux faire connaître toutes les solutions de financement, dont les titres associatifs, en créant une plateforme d'information et un simulateur répertoriant tous les dispositifs nationaux et régionaux

L'UNAT

L'UNAT est une association créée en 1920 et reconnue d'utilité publique depuis 1929. Tête de réseau du tourisme social et solidaire, elle rassemble les acteurs touristiques et des vacances qui s'inscrivent dans le champ non lucratif de l'économie sociale et solidaire.

Les adhérents de l'UNAT partagent la conviction que les vacances ont une véritable utilité sociale dans notre société, en tant qu'outil permettant le plein exercice de la citoyenneté. Le développement durable est au coeur de leur ADN et ils s'engagent naturellement en ce sens par la mise en place d'actions concrètes sur le terrain.



Vos contacts

Présidente : Michelle Demessine
Délégué Général : Simon Thiroit
mail : s.thirot@unat.asso.fr
Tel : 01.47.83.21.73
<https://unat.asso.fr>